

Politique africaine

APPEL A CONTRIBUTIONS

Les paysages moraux des drogues en Afrique

Dossier coordonné par

Corentin Cohen (Sciences Po/CERI, OxPo) et **Gernot Klantschnig** (University of Bristol)

Date limite d'envoi des propositions : 20 avril 2020

Contexte

Le commerce et la consommation de produits psychoactifs ne sont pas nouveaux en Afrique. Il existe des traces de culture datant du XVI^e siècle en Afrique de l'Est et Australe (Duvall 2016) et des archives témoignant de la préoccupation des officiers coloniaux à l'égard de la culture du cannabis depuis les années 1920 au Nigeria et au Ghana. Au moins depuis les années 1950, la région a commencé à être utilisée comme point de transit par certains trafiquants d'héroïne (McCoy 1991) et au cours des décennies suivantes, on a signalé une nette augmentation du volume du trafic de cocaïne venant d'Amérique Latine. Cela a fait de l'Afrique de l'Ouest une « plaque tournante » mondiale, un lieu de transit pour plus d'un tiers des exportations de ce produit vers l'Europe et un espace de consommation de nouvelles drogues comme les opioïdes (UNODC 2006, 2008, 2017, 2018). Les données existantes concernant l'héroïne et le crack montrent que la consommation a aussi augmenté localement tandis que les capacités de production d'amphétamines se sont développées au Nigeria et en Guinée Conakry (UNODC 2012).

La littérature existante a majoritairement discuté de ces évolutions du point de vue de l'État et de la sécurité. Alimentée par des articles de presse sensationnalistes et la prolifération des discours sur le « narco-djihadisme », une partie de la littérature a également emprunté au paradigme des « failed states » qui ne dit que peu sur la sociologie et l'économie politique qui

sous-tendent les relations entre les activités criminelles et l'État. Elle a ainsi décrit des États « faibles », « fragiles » ou « dévorés » par le trafic de drogue (Sindzingre 2001 ; Felbab-Brown 2010 ; McGuire 2010). La Guinée-Bissau a été pensée comme un « Narco Etat » (Chabal et Green 2016), un concept qui a une valeur analytique limitée pour comprendre l'articulation des économies illicites à l'État et le rôle de ces activités dans divers pays, tels que Afghanistan, Colombie, Guinée Bissau et Maroc, mais qui a néanmoins gagné en popularité dans le contexte africain (Chouvy 2016).

Les critiques de ces littératures se sont concentrées sur différents points. Discutant de la privatisation des États africains, la libéralisation économique et l'augmentation du commerce international, Ellis, Hibou et Bayart ont montré comment l'accent mis sur la sécurité ignore les lignes floues entre le légal et l'illégal. Le dernier numéro de *Politique Africaine* qui traitait de la question des drogues en 2004, intitulé « Globalisation et illicite en Afrique » a également contribué à ce débat. L'un des articles du numéro montrait que la lutte contre le trafic de drogue était alors au service des stratégies politiques, et que les campagnes anti-drogue étaient des "rideaux de fumée". Le récit des autorités marocaines sur les "petits bénéfiques" des producteurs de Riff, par rapport à ceux réalisés par les vendeurs européens, était destiné, par exemple, à cacher les revenus illicites de nombreux dirigeants des forces de sécurité locales (Bordes et Labrousse 2004). De même, au Nigéria, la lutte contre le trafic de drogue est indissociable d'un agenda politique de luttes de pouvoir entre groupes politiques, et la coopération internationale en matière de drogue a été un moyen d'accéder à des ressources et un prestige institutionnel (Klantschnig 2012).

Trois limites concernant cette focalisation sur l'État et la sécurité ont été particulièrement mises en évidence par la littérature sans que leurs implications soient encore prises en compte. La première concerne la production et l'utilisation des données. Une grande partie des analyses existantes repose sur des données officielles ou de l'ONUDC qui seraient peu fiables (Thoumi 2006) et biaisées (Klantschnig, Dimova et Cross 2016). Ces mêmes données servent d'outils aux gouvernements pour signaler et justifier leurs efforts dans la guerre contre la drogue à la communauté internationale, aider à reproduire les structures du pouvoir et criminaliser les utilisateurs. Ce faisant, ils reproduisent souvent les discours des régimes autoritaires (Allen 1999). Si les chercheurs ont déploré les faiblesses de ces données, celles-ci sont néanmoins restées la principale source de production de représentations scientifiques sur l'illicite. Deuxièmement, les approches existantes ne tiennent pas compte de la diversité des histoires et des expériences associées aux drogues et aux produits psychoactifs (Klantschnig, Dimova et Cross 2016) tels que le khat (Anderson et Carrier 2009), le cannabis (Akyeampong 2005) et l'héroïne (Ellis 2009) qui tous ont des trajectoires locales et mondiales et des constructions sociales différentes. Elles impliquent des relations diverses entre commerçants, politiciens et forces de sécurité. S'appuyant sur des recherches au Kenya, Carrier décrit le khat comme un « paria mondial, héros national » (Carrier 2009) et met en évidence la tension entre le régime d'interdiction légale et des drogues comme le khat, le cannabis ou le tramadol, qui ont un statut « quasi-legal fluide et ambigu » (Carrier et Klantschnig 2018 ; Klein, 2019). Enfin, la plupart des recherches ne tiennent pas compte du rôle et des expériences des consommateurs, des

réputations différentes des produits (Syvertsen et al. 2016), des sociabilités et des pratiques qui font désormais partie de la vie quotidienne des citoyens, contribuant parfois même à la définition des identités individuelles ou de groupe comme cela a été le cas dans certaines communautés oromo en Éthiopie (Lesourd 2019).

Licite et illicite : articulation à travers les paysages moraux et politiques

Dans la lignée de ces travaux, ce numéro spécial de *Politique Africaine* portera son attention sur la frontière toujours changeante entre le licite et l'illicite. Il propose d'explorer la signification des activités et pratiques légales et illégales associées à la consommation de drogue, au commerce de la drogue et à l'argent de la drogue pour interroger les variations de légitimité et de légalité locales. En utilisant l'idée d'économies morales popularisé par Scott (Scott 1976) et qui s'est avérée utile pour comprendre différentes pratiques, dont la corruption (Olivier De Sardan 1999) nous prendrons en compte la diversité des points de vue sur ces activités. Alors que les récits internationaux sur les drogues et le crime organisé contribuent à une criminalisation, peu de choses ont été dites sur les récits des commerçants et des consommateurs et sur la manière dont ils coexistent, contestent ou utilisent les récits politiques, ainsi que les discours populaires sur la menaces et opportunités offertes par la drogue.

À la lueur de la littérature existante sur les activités criminelles, la question de la légitimité est particulièrement importante étant donné les moyens de subsistance que les activités liées à la drogue peuvent générer et le rôle de « bandit social » que les entrepreneurs moraux peuvent contribuer à développer. Cette dimension n'a pas été discutée même si elle est mise en évidence par des films récents tels que *Wulu* (Mali, 2016) ou *Drug Barons* (Nigeria, 2017) montrant que différentes mœurs coexistent et font l'objet de controverses. Comme cela a été le cas avec les activités minières illégales en RDC et le développement des Bana Lunda, on serait tenté de se demander s'il existe d'autres récits qui encadrent ce commerce ou cette consommation illégale. Ils pourraient aller de pair avec l'émergence de nouvelles identités de classes et de genre propres à certains milieux et activités (Monnier, Juifsiewicki et De Villers 2001). Ces récits peuvent également refléter des transformations sociales et des inégalités induites par les marchés, comme c'est le cas pour le marché des mules et des services associés entre le Brésil et l'Afrique (Cohen 2019), ainsi que les efforts de différents acteurs sapant ou produisant des légitimités. Prenant le cas de la Guinée-Bissau, Henrik Vigh a par exemple montré les ambiguïtés concernant la perception de la cocaïne en tant que drogue et l'acceptabilité de ses revenus en fonction des situations et des relations entre les individus (Vigh 2017).

Axes thématiques

Pour approfondir notre compréhension des économies morales des drogues en Afrique, le numéro accueillera des articles qui se penchent en particulier sur trois dimensions :

- La première se rapporte aux articulations entre licite et illicite, avec un focus sur les différents entrepreneurs qui contribuent à la définition des économies morales de la drogue et au changement de paysage moral. Quels types de discours moraux les acteurs religieux ou les communautés locales produisent-ils ? Dans quelle mesure les « big men » ou lesdits « chefs traditionnels » peuvent-ils encourager ou tolérer certaines pratiques ? Comment ces économies morales incarnent-elles ou défient-elles les définitions existantes de la moralité, du succès et de la richesse ? Une approche générationnelle permet-elle de comprendre ces économies morales - un point qui a été mis en évidence dans les travaux sur l'alcool (Willis 2002) ? Quelles sont les perceptions de ces moralités et discours des différents acteurs impliqués dans la consommation ou le commerce de drogues ? Ces acteurs développent-ils des contre-récits et comment négocient-ils et produisent-ils des moralités ?

- Se pose ensuite la question des représentations de la consommation et du commerce des drogues. Ces représentations diffèrent-elles selon les drogues elles-mêmes ou le mode de consommation ? Quel est le rôle des médias, de la musique, du cinéma, de l'art, de la littérature et d'autres objets culturels et de leurs créateurs dans l'établissement de tropes, de stéréotypes concernant le commerce et la consommation de drogues ? Quelles représentations sociales contribuent-elles à créer ? Quelles sont les représentations des utilisateurs : sont-ils considérés comme déviants et immoraux ou comme des personnes à aider ? Comment les artefacts culturels représentent-ils le commerce et ses implications politiques et économiques ? Dans quelle mesure les imaginaires mondiaux du Reggae, du Rap, des « narcos » latino-américains et des modes occidentaux de consommation de drogue circulent-ils ? Comment affectent-ils les représentations existantes et reflètent-ils les dynamiques de mondialisation ?

- Enfin, il est important de reconnaître que les marchés, les pratiques et les économies morales de la drogue peuvent également être investies par des acteurs politiques qui négocient et construisent des relations différentes à travers cette question. Ce serait particulièrement le cas dans les espaces où les consommateurs et les commerçants sont identifiés publiquement et ont un rôle économique de premier plan. Quelles sont les négociations impliquées par les moralités existantes ? Comment les politiciens utilisent-ils la question et comment naviguent-ils et articulent-ils leurs positions vis-à-vis des agendas internationaux ? Dans quelles circonstances des « criminels » peuvent-ils être acceptés ou tolérés dans certaines communautés et comment les discussions morales affectent-elles l'application de la loi et son élaboration dans différents espaces ?

Les éditeurs de ce numéro spécial souhaitent accueillir des contributions venant de différentes disciplines (anthropologie, histoire, sociologie, science politique, mais aussi littérature et études des médias) s'appuyant sur des données originales portant sur les substances illégales et semi légales comme le cannabis, la cocaïne, le khat, les opioïdes et les drogues de synthèse. Nous invitons tous les auteurs à adopter une position réflexive sur ces données et les méthodes qu'ils utiliseront, ainsi que sur le rôle des dispositifs de pouvoir et des récits « officiels » dans leurs approches.

Les contributeurs sélectionnés auront la possibilité de présenter leurs recherches lors de différents événements et ateliers organisés par les éditeurs en 2020 avant la date de soumission finale.

Calendrier

20 avril 2020 : date limite d'envoi des propositions d'article (en français ou en anglais) à Corentin Cohen corentin.cohen@politics.ox.ac.uk et Gernot Klantschnig gernot.klantschnig@bristol.ac.uk

30 avril 2020 : notifications aux auteur·e·s de l'acceptation ou du refus de leur proposition.

15 novembre 2020 : date limite d'envoi à la revue des articles rédigés.

Pour plus d'information sur le format des articles à soumettre, voir les consignes aux auteur·e·s : <https://polaf.hypotheses.org/soumettre-un-article>

Références bibliographiques

Akyeampong E., *Drink, Power, and Cultural Change: A Social History of Alcohol in Ghana, c.1800 to Recent Times*, London, James Currey, 1996.

Akyeampong, E. "Diaspora and Drug Trafficking in West Africa: A Case Study of Ghana." *African Affairs* 104 (416), 2005, pp. 429–447.

Allen C., "Africa and the Drugs Trade." *Review of African Political Economy*, 26 (79), 1999, pp. 5–11.

Carrier, N. *Kenyan Khat*, Leiden, , Brill, 2009.

Carrier N., & Klantschnig G., « Quasilegality: khat, cannabis and Africa's drug laws ». *Third World Quarterly*, 39 (2), 2018, pp. 350-365.

Anderson D., Carrier N., « Khat in Colonial Kenya: A History of Prohibition and Control ». *Journal of African History*, 50, 2009, pp. 377–397.

Bayart, J-F., Ellis S., Hibou B., *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

Bordes P., Labrousse A., « Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc », *Politique africaine*, n° 93, 2004, pp. 63-81.

Chabal P., Green T., *Guinea-Bissau: Micro-State to "Narco-State"*, London, Hurst & Company, 2016.

Chouvy P-A., « The myth of the narco-state », *Space and Polity*, 20 (1), 2016, pp. 26-38.

Cohen C., « Development of the Brazilian Drug Market Toward Africa: Myths, Evidence and Theoretical Questions ». *Journal of Illicit Economies and Development*, 1 (2), 2019, pp.134–144

Duvall, C. S. « Drug laws, bioprospecting and the agricultural heritage of Cannabis in Africa », *Space and Polity*, 20 (1), 2016, pp. 10-25

Ellis S., “West Africa’s International Drug Trade.” *African Affairs*, 108 (431), 2009, pp. 171–196.

Felbab-Brown V., « The West African Drug Trade in Context of the Region’s Illicit Economies and Poor Governance, Conference on Drug Trafficking in West Africa », Brookings Institution, 2010.

Klantschnig G., « Les politiques de contrôle des stupéfiants au Nigeria : centralisation, répression et insécurité », *Politique africaine*, n° 128, 2012, pp. 53-75.

Klantschnig G., Dimova M., Cross H., « Africa and the drugs trade revisited », *Review of African Political Economy*, 43:148, 2016, pp. 167-173.

Klein, A., “Drug Problem or Medicrime? Distribution and Use of Falsified Tramadol Medication in Egypt and West Africa”. *Journal of Illicit Economies and Development*, 1 (1), pp.52–62, 2019

Lesourd C., *Puissance Khat, vie politique d’une plante stimulante*. Presses Universitaires de France, Paris 2019.

McCoy, A. W. *The Politics of Heroin: CIA complicity in the global drug trade*, Chicago, Lawrence Hill Books, 1991.

McGuire P., « Narcotics Trafficking in West Africa: A Governance Challenge », *The Pardee Papers*, Boston University, No. 9, March 2010.

Monnier L., Jewsiewicki B. J, De Villers G., (Ed.) « Chasse au Diamant au Congo/Zaïre », *Cahiers africains*, L’Harmattan, n° 45-46, 2001.

Olivier De Sardan J-P., « A moral economy of corruption in Africa? » *The Journal of Modern African Studies*, 37 (1), 1999, pp. 25-52.

Sindzingre, A. « Economie Illégale et drogues en Afrique sub-saharienne : crédibilité des Etats et réformes économiques », *CEMOTI*, n°32, 2001, pp. 117-138

Syvertsen JL., Ohaga S., Agot K., Dimova M., Guise A., Rhodes T., Wagner KD., « An ethnographic exploration of drug markets in Kisumu, Kenya", *The International journal on drug policy*, 30, 2016, pp. 82-90.

Scott J., *The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia*. New Haven, Yale University Press, 1976.

Thoumi F., « The Numbers Game: Let’s All Guess the Size of the Illegal Drug Industry ». *Journal of Drug Issues*, 35, 2005, pp. 185–200.

UNODC Annual report 2006

UNODC Annual report 2008

UNODC Annual report 2017

UNODC Annual report 2018

UNODC Seizure of illicit laboratories 2012

Vigh H., « Caring through crime: Ethical ambivalence and the cocaine trade in Bissau ». *Africa*, 87(3), 2017, pp. 479-495.

Willis J, *Potent Brews: A Social History of Alcohol in East Africa, 1850–1999*, London, James Currey, 2002.